Observatoire des Élections en Europe

Le Parti social-démocrate du Premier ministre sortant Algirdas Butkevicius favori du scrutin législatif en Lituanie

Corinne Deloy

Analyse

Le 9 avril dernier, la présidente de la République de Lituanie, Dalia Grybauskaite, publiait un décret fixant les prochaines élections législatives aux 9 et 23 octobre prochain. La publication de ce texte constitue le coup d'envoi de la campagne électorale.

1 461 personnes réparties sur 14 listes (et issues de 16 partis politiques) sont candidates à ce scrutin, dont 31,7% de femmes. 10 personnalités se présentent en indépendants.

Les élections devraient déboucher sur la formation d'un gouvernement comprenant plusieurs partis politiques. Depuis les élections législatives des 10 et 28 octobre 2004, aucun parti n'a, en Lituanie, remporté plus de 20% des suffrages, les coalitions de 3 ou 4 partis sont devenus une tradition.

La dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Delfi fin août donne la victoire au Parti social-démocrate (LSP) du Premier ministre sortant Algirdas Butkevicius avec 17,2% des suffrages. Le Parti paysan et vert (LVZS) recueillerait 13,4% et devancerait l'Union de la patrie-Chrétiens-démocrates lituaniens (TS-LKD), qui obtiendrait 10,7%. « *Le résultat de ce dernier parti est généralement plus élevé que celui prédit par les sondages* » a indiqué Linas Kojala, directeur du Centre d'études sur l'Europe orientale de Vilnius.

Le Parti du travail (DP), parti populiste de gauche dirigé par la présidente du Parlement, Loreta Grauziniene, recueillerait 6,6% des suffrages ; le Mouvement libéral (LRLS), 6,3% et Pour l'ordre et la justice (TT), parti populiste de droite de l'ancien président de la République (2003-2004) et actuel député européen Rolandas Paksas, passerait le seuil de 5% des suffrages nécessaire pour entrer au parlement avec 5,1%.

Les forces politiques en présence

Les sociaux-démocrates pourraient donc conserver la majorité. Ils gouvernent la Lituanie depuis 4 ans en coalition avec le Parti du travail et Pour l'ordre et la justice. L'Action électorale polonaise (LLRA), qui représente la minorité polonaise du pays (environ 7% de la population), a participé au gouvernement entre 2012 et 2014. 4 ans après leur victoire, les sociaux-démocrates sont toujours en tête des intentions de vote même s'ils souffrent d'avoir été au début de l'année impliqués dans un scandale de corruption concernant des constructions dans des zones protégées situées près de Druskininkai.

Le principal parti d'opposition, l'Union de la patrie-Chrétiens-démocrates lituaniens (TS-LKD), dirigé par Gabrielus Landsbergis, petit-fils du héros de l'indépendance lituanienne Vytautas Landsbergis, est majoritaire dans les villes (le parti a ainsi remporté 15 des 18 mandats à Vilnius et dans la 2e ville du pays Kaunas lors du dernier scrutin législatif des 14 et 28 octobre 2012) tandis que le Parti social-démocrate mène la course en tête dans la partie rurale du pays. Il est toutefois concurrencé dans les campagnes par le Parti paysan et vert de Ramunas Karbaukis. De son côté, le TS-LKD, qui s'est fixé pour objectif de remporter entre 40 et 45 sièges au Seimas (chambre unique du parlement) doit compter avec le Mouvement libéral (LRLS), qui l'a par exemple nettement devancé à Vilnius lors des élections municipales en 2015.

02

Rappel des résultats des élections législatives des 14 et 28 octobre 2012 en Lituanie

Participation : 52,93%

Partis politiques	Scrutin proportionnel			Scrutin majoritaire	Nombre total de sièges
	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges	Nombre de sièges	
Parti social-démocrate (LSP)	251 610	18.37	15	23	38
L'Union de la patrie-Chrétiens-démocrates (TS-LKD)	206 590	15.08	13	20	33
Parti du travail (DP)	271 520	19.82	17	12	29
Pour l'ordre et la justice (TT)	100 120	7.31	6	5	11
Mouvement libéral (LRLS)	117 476	8.57	7	3	10
Action électorale polonaise (LLRA)	79 840	5.83	5	3	8
Voie du courage (DK)	108 448	7.99	7	0	7
Parti paysan et vert (LVZS)	5 141	3.88	0	1	1
Indépendants				3	3
Autres	122 345	8.93	0	0	0

Source : http://www.vrk.lt/statiniai/puslapiai/2012_seimo_rinkimai/output_en/rinkimu_diena/index.html

En mai dernier, le ministère public a mis en examen le dirigeant de ce parti, Eligijus Masiulis pour trafic d'influence, enrichissement illégal et réception d'un pot-de-vin de 106 000 € de Raimondas Kurlianskis, vice-président de MG Baltic qui est l'un des plus grands groupes industriels (fabrication, commerce, immobilier et médias). Celui-ci a quitté son mandat de député le 20 mai et n'a pas été remplacé au parlement, les élections législatives étant prévues moins de 6 mois plus tard. Antanas Guoga a été désigné comme leader du LRLS par intérim.

Le LRLS est en chute libre dans les enquêtes d'opinion et menacé de disparaître du Seimas à l'issue du prochain scrutin.

A l'inverse, le Parti paysan et vert semble avoir le vent en poupe et pourrait, selon de nombreux observateurs, se retrouver en position de faiseur de roi à l'issue du scrutin. Depuis le printemps dernier, il bénéficie d'un soutien de taille puisqu'il a été rejoint le 23 mars par Saulius Skvernelis, ministre de l'Intérieur de l'époque (il a été remplacé à ce poste le 13 avril dernier par Tomas Zilinskas ; indépendant) et l'une des personnalités les plus populaires de Lituanie.

Le dirigeant de l'Action électorale polonaise, Waldemar Tomaszewski, a choisi de ne pas être candidat pour conserver son siège de député européen. « Notre parti ne veut pas perdre ce mandat européen qui est important pour nous. Nous sommes membres du 3e plus grand groupe du parlement de Strasbourg (Conservateurs et réformistes européens, CRE) dont je suis l'un des signataires » a-t-il déclaré.

Le système politique lituanien

La Lituanie possède un parlement monocaméral, le Seimas, qui compte 141 membres, élus tous les 4 ans selon un mode de scrutin mixte : 71 députés sont désignés au système majoritaire et les 70 autres au scrutin proportionnel de liste avec répartition proportionnelle des sièges sur la base du quotient simple et au plus fort reste, la Lituanie formant une seule circonscription. Un parti politique doit obligatoirement recueillir un minimum de 5% des suffrages exprimés pour être représenté au parlement (7% dans le cas d'une coalition). Dans les circonscriptions où l'on vote au scrutin majoritaire, tout candidat obtenant

la majorité absolue des suffrages dès le 1er tour de scrutin, à condition que la participation atteigne au moins 40%, est déclaré élu. Si la participation est inférieure à ce pourcentage, le candidat ayant recueilli le plus grand nombre de suffrages (et les voix d'au moins 1/5e des inscrits) est élu. Un 2e tour est organisé si ces conditions ne sont pas remplies. Les candidats des deux principaux partis du pays – l'Union de la patrie-Chrétiens-démocrates (TS-LKD) et le Parti social-démocrate – remportent généralement la majorité des sièges du scrutin majoritaire (environ 60% d'entre eux).

Tout parti souhaitant participer aux élections législatives doit compter au minimum 1 000 membres. Les candidats doivent être âgés d'au moins 25 ans.

8 partis politiques sont représentés dans l'actuel Seimas :

- le Parti social-démocrate (LSP), créé en 1896 et conduit depuis 2009 par le Premier ministre sortant Algirdas Butkevicius, compte 38 députés ;
- l'Union de la patrie-Chrétiens-démocrates (TS-LKD), principal parti d'opposition fondé en 1993 et dirigé par Gabrielus Landsbergis, possède 33 sièges ;
- le Parti du travail (DP), membre de la coalition gouvernementale sortante, créé en 2003 et emmené par Loreta Grauziniene, compte 29 députés ;
- Pour l'ordre et la justice (TT), créé en 2002 et dirigé par Rolandas Paksas. Membre du gouvernement sortant, il possède 11 sièges ;
- le Mouvement libéral (LRLS), fondé en 2006, compte 10 députés ;
- l'Action électorale polonaise (LLRA), créée en 1994 et dirigée par Waldemar Tomaszewski, possède 8 sièges ;
- la Voie du courage (DK), fondé en 2012 pour lutter contre la corruption et emmené par Jonas Varkala, compte 7 députés ;
- le Parti paysan et vert (LVZS), fusion du Parti des paysans (LVP) et du Nouveau Parti démocratique (NDP), dirigé par Ramunas Karbaukis, possède 1 siège.

3 sièges sont occupés par des députés indépendants.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.